

Père Roger HECKEL, S.J.

COMMISSION PONTIFICALE «JUSTITIA ET PAX»

SELF-RELIANCE : COMPTER SUR SOI

*Pour un monde plus solidaire,
des peuples plus responsables*

Document de travail n° 3

2^e édition



CITÉ DU VATICAN 2011

SELF-RELIANCE : COMPTER SUR SOI

*Pour un monde plus solidaire,
des peuples plus responsables*

Document de travail n° 3

Table des matières

Table des matières	3
VERS LA TROISIEME DECENNIE DU DEVELOPPEMENT	5
I. LA SELF-RELIANCE, UN DYNAMISME RÉGULATEUR	9
II. L'ITINÉRAIRE DE LA SELF-RELIANCE	13
1. Maîtrise de l'espace national et de ses richesses	13
2. Autosuffisance en matière alimentaire et pour les besoins vitaux essentiels	15
3. Economie autocentrée	17
4. Développement endogène	19
5. Indépendance politique	21
III. SELF-RELIANCE ET PARTICIPATION AU NIVEAU LOCAL	25
1. La participation dans la vie économique	26
2. Le tissu des corps intermédiaires.....	28
3. Le principe de subsidiarité.....	30
IV. L'HORIZON DE LA SOLIDARITÉ	35
1. Self-reliance et solidarité : une tension féconde	35
2. La solidarité aussi est un dynamisme régulateur.....	37
3. Solidarité et charité	41

VERS LA TROISIEME DECENNIE DU DEVELOPPEMENT

Un mot fait son chemin dans la communauté internationale en quête d'un nouvel ordre mondial : *self-reliance*. Il est difficile à traduire si on veut conserver toutes les harmoniques qu'il évoque en anglais. *Compter sur soi* est sans doute le meilleur équivalent français. Mais il faudrait évoquer en même temps les conditions juridiques – *autonomie* – et culturelles – enracinement dans une *tradition vivante* – d'une telle volonté de responsabilité. Nous garderons donc le mot anglais, quitte à trouver des expressions françaises pour les différents aspects que cette notion déploie lorsqu'elle est employée dans les domaines de plus en plus complexes de la vie sociale.

Au début des « décennies pour le développement », on mettait l'accent sur la *solidarité*. Par conviction morale et par réalisme, les pays riches sentaient qu'ils devaient aider le tiers-monde à accéder à des formes modernes d'économie. Des résultats non négligeables ont été obtenus. Mais le sentiment prévaut d'une impasse, aggravé encore par la crise économique généralisée. Par ailleurs, les inquiétudes pour l'environnement et pour l'approvisionnement en énergie et en matières premières font apparaître à l'évidence qu'on ne peut songer à généraliser des modèles de développement fondés sur le gaspillage. Il faut reprendre l'effort sur des bases nouvelles, aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres. Débloquer les réserves de créativité humaine que les comportements passés laissaient inemployées, étouffaient ou empêchaient de s'investir : la *self-reliance* est d'abord une nécessité, une requête et une ambition des pays pauvres.

L'Eglise a été activement présente à toute cette évolution. Elle a valorisé autant qu'il était en son pouvoir le mouvement vers plus de solidarité, mettant en lumière ses fondements anthropolo-

giques, moraux et spirituels, invitant aux conversions de mentalités et aux réformes de structures sans lesquelles il resterait impuissant. Mais elle insistait non moins énergiquement sur la nécessité d'aider les peuples à être eux-mêmes les artisans principaux de leur développement. Par là, elle a contribué, pour sa part, à libérer la requête actuelle en faveur de la self-reliance. Dans la phase qui s'ouvre, elle se trouve dès lors à l'aise pour valoriser cette self-reliance, en montrant les fondements humains, comme aussi les exigences. Elle rappelle toutefois avec autant de force que la solidarité espérée ne peut être atteinte que si elle demeure elle-même, dès le départ, un ressort irremplaçable de l'action.

Dans le cadre de la mission confiée à la Commission Pontificale Iustitia et Pax, cette brochure veut être un instrument de travail pour des groupes très divers

- Nous partons d'une observation, de l'écho que le thème de la self-reliance trouve en divers pays et dans les conférences internationales. Sans analyser en détail tel « modèle » de développement self-reliant en cours d'expérimentation dans tel ou tel pays, sans nous arrêter aux constructions idéologiques diverses dans lesquelles le thème est élaboré ici et là, nous cherchons à dégager des traits communs et permanents de ce courant de pensée et d'action.

Nous engageons dans le débat les éléments du patrimoine doctrinal de l'Eglise qui peuvent l'éclairer et trouver en retour, dans cette confrontation, de nouveaux développements. Il ne s'agit pas de cautionner par des textes du Magistère quelque modèle d'organisation sociale que ce soit, ni de prétendre déduire à partir d'eux un modèle tout fait (voir Paul VI, *Octogesima adveniens* n° 42). Mais, en vivant avec notre temps, en écoutant ses aspirations, il est bon de revenir à nos propres sources, d'approfondir nos convictions. Nous pourrons ensuite d'autant plus librement et généreusement prendre notre part dans un effort commun dont,

hommes parmi les hommes, nous partageons les incertitudes, les tâtonnements, les ferveurs et les risques.

Il reviendra aux groupes qui se joindront à notre recherche de reprendre de manière plus précise et plus concrète, dans le cadre des Eglises particulières, à partir de leurs situations diverses, l'analyse que nous amorçons ici, d'approfondir et de mettre en œuvre les enseignements du Magistère, selon les directives que Paul VI a données dans *Octogesima adveniens* n° 4. La Commission Pontificale accueillera volontiers toutes contributions et suggestions susceptibles d'élargir cette recherche au moment où la communauté internationale s'efforce de définir les orientations d'une « troisième décennie pour le développement ».

Quatre propositions serviront de cadre à nos réflexions

1. La self-reliance est un élément moteur décisif pour la construction d'un nouvel ordre international ;

2. elle pénètre et anime tous les domaines de L'activité humaine impliqués dans une telle construction ;

3. elle s'éduque sans cesse et trouve son élan dans les communautés humaines élémentaires capables de se déterminer et de se conduire elles-mêmes ;

4. L'horizon de la solidarité universelle vers lequel elle avance n'est pas cependant un objectif lointain et statique : il constitue par Lui-même une force d'attraction et de cohésion pour les efforts des groupes et des peuples ; c'est dire que ce chapitre est indispensable à l'équilibre d'ensemble d'une recherche qui L'appelle comme son achèvement et qui, dès le départ, s'éclaire de sa perspective.

I. LA SELF-RELIANCE, UN DYNAMISME RÉGULATEUR

La self-reliance n'a pas la saveur d'un repliement sur soi, d'un isolement, mais celle d'un retour au sujet et à son dynamisme. La connotation est éminemment positive. La pleine portée du concept apparaît moins dans le nom abstrait (self-reliance) que dans l'*adjectif* (self-reliant) accolé au nom *développement* et recevant de lui son contenu. L'accent est sur développement. Mais pour qu'il y ait développement authentique et non simple accumulation d'éléments étrangers, il doit venir de l'intérieur d'un homme, d'un peuple, d'une tradition. Ce qui s'exprime en outre fortement dans le mot, c'est la notion de *responsabilité*, la volonté d'un peuple de porter la responsabilité principale de son développement, d'être responsable et non traité d'une manière « paternaliste ». « Compter sur soi », c'est, vu à l'échelle d'un peuple – *mutatis mutandis* – ce que *Populorum progressio* dit de chaque homme.

Dans Le dessein de Dieu, chaque homme est appelé à se développer, car toute vie est vocation. Dès la naissance, est donné à tous, en germe, un ensemble d'aptitudes et de qualités à faire fructifier leur épanouissement, fruit de l'éducation reçue du milieu et de l'effort personnel, permettra à chacun de s'orienter vers la destinée que lui propose son créateur. Doué d'intelligence et de liberté, il est responsable de sa croissance, comme de son salut. Aidé, parfois gêné, par ceux qui l'éduquent et l'entourent, chacun demeure, quelles que soient Les influences qui s'exercent sur lui, l'artisan principal de sa réussite ou de son échec : par le seul effort de son intelligence et

de sa volonté, chaque homme peut grandir en humanité, valoir plus, être plus (*Populorum progressio*, n° 15).

Pour orienter d'emblée l'intelligence dans la bonne direction, une image peut nous aider, celle de *l'organisme vivant* – en faisant toutefois les transpositions nécessaires pour ne pas faire d'une collectivité humaine une sorte de vivant supérieur qui ne respecterait pas le caractère personnel irréductible de chacun de ses membres. Au bénéfice de cette remarque; on peut comparer un peuple à un organisme vivant : celui-ci, certes, ne peut se développer que dans un échange incessant avec tout son environnement, avec les autres peuples, mais – c'est cela qui caractérise le vivant – *il porte en lui-même le principe vital* de sa croissance. Ce principe vital est à la fois

- a) source originale de dynamisme ;
- b) régulateur interne qui intègre et assimile les apports du dehors selon sa loi spécifique de croissance et de développement, qui assure le développement ordonné de tous les aspects, matériels et non-matériels, du patrimoine d'un peuple ;
- c) ouverture aux autres peuples et à une solidarité dont l'horizon est l'humanité entière et son univers.

Pour préciser encore l'aspect *humain* de ce principe vital, disons qu'il s'agit non d'un principe vital propre au règne végétal ou animal, mais d'un principe vital qui est de l'ordre de la *liberté*. C'est par une action volontaire et raisonnée qu'un peuple prend conscience de sa loi de développement et la met en œuvre comme une capacité, un pouvoir. La self-reliance signifie donc un principe vital interne qui tend à s'exercer comme un pouvoir ; c'est la capacité toujours grandissante d'un peuple d'assumer son passé, de décider de son avenir et de contribuer sur base d'égalité, à façonner l'ensemble de l'univers et de l'humanité dans lesquels il est inséré.

L'ouverture aux autres et la solidarité sont donc présentes dès le départ. Comme un horizon. Mais aussi comme un « milieu-porteur » : la solidarité rend possible et alimente le dynamisme de

la self-reliance. A mesure que la self-reliance grandit, *la solidarité elle-même se développe*, s'approfondit, devient plus consciente et plus volontaire, prend corps dans des systèmes institutionnels complexes, se dote de moyens qui amplifient et harmonisent les efforts des divers peuples, donne cohésion, *visage et âme* au nouvel ordre international. Mais, précisément, une telle solidarité développée est espérée comme le fruit de l'effort de peuples qui inscrivent dans l'œuvre commune la marque de leurs personnalités diverses, grâce à la self-reliance. C'est la self-reliance bien comprise, c'est la conjonction libre et volontaire des développements responsables et « self-reliant » des divers peuples qui, d'une solidarité de fait, souvent informelle et inchoative, fait une solidarité consciente, organique et vivante, expressive de l'unité de la famille humaine.

II. L'ITINÉRAIRE DE LA SELF-RELIANCE

Nous allons examiner maintenant plus en détail comment la self-reliance se développe, comment elle se modifie et s'enrichit à mesure qu'elle pénètre des réalités économiques, culturelles et politiques de plus en plus complexes. Elle se traduit successivement dans les expressions suivantes

- *maîtrise de l'espace* (terrestre et maritime) dans lequel est inséré un peuple, avec les richesses de tous ordres qu'il contient ;
- *autosuffisance* en matière alimentaire et pour les besoins vitaux essentiels ;
- caractère *autocentré* de l'économie plus complexe (industrielle) que chaque peuple est appelé à construire ;
- *développement endogène*, qui situe la croissance économique dans une réalisation plénière de la vocation socioculturelle d'un peuple ;
- *indépendance politique* comme englobant et intégrant tous les aspects précédents.

1. *Maîtrise de l'espace national et de ses richesses*

A la base du processus de self-reliance, à la fois condition matérielle de sa possibilité et déjà première expression de sa réalité : *la maîtrise, par chaque peuple, de son espace terrestre et maritime, avec les richesses qu'il contient ; la maîtrise de ce que la géographie met à sa disposition et confie en quelque sorte à sa gestion responsable: richesses végétales, minérales, sources d'énergies...*

Une telle maîtrise implique déjà une *responsabilité* que le pays se préoccupe d'exploiter ses richesses – ou de préparer leur exploitation – d'une manière efficace, rationnelle, et qui ménage l'avenir. Problèmes de l'environnement, de la pollution, de la mise en réserve d'espaces marins contigus que d'autres, mieux équipés dans l'immédiat, risqueraient d'exploiter à leur propre avantage.

Cette revendication en faveur de l'appropriation *particulière* – par chaque nation – de richesses qui, par ailleurs, font partie du « *patrimoine commun de l'humanité* », retrouve l'argumentation traditionnellement utilisée pour justifier l'appropriation *privée* de biens qui, par ailleurs, font partie d'un « *patrimoine commun de la nation* » : zone de liberté pour chaque peuple contre les contraintes du besoin et, surtout, contre l'ingérence induite d'autres peuples ou d'un pouvoir mondial abusif ; zone de responsabilité et d'exploitation efficace, à l'encontre d'une gestion indivise, vite bureaucratique et accaparée par ceux qui domineraient les instances mondiales ; au fond, condition de possibilité d'une vraie self-reliance. Tous les gouvernements tiennent ce langage, quelles que soient les idéologies auxquelles ils se réfèrent par ailleurs. Il s'agit de fait, d'un principe d'organisation sociale qui a valeur permanente. L'Eglise en reconnaît la validité, aujourd'hui comme hier. Elle lui rappelle toutefois avec force sa fonction sociale : nous avons montré dans notre précédente brochure ***La destination universelle des biens*** que le principe supérieur de la destination universelle accompagne et régit toute appropriation particulière, même nationale, et qu'il appelle en outre le respect ou la reconstitution de patrimoines communs où s'exprime et s'éduque une plus immédiate solidarité des peuples, notamment en ce qui concerne la haute mer (voir *infra*).

2. Autosuffisance en matière alimentaire et pour les besoins vitaux essentiels

Sur la base qu'on vient de voir, la self-reliance comme *processus dynamique* commence avec l'effort d'un peuple pour se nourrir et pour répondre à ses besoins vitaux essentiels, matériels et spirituels : santé, habitat, vêtement, alphabétisation. A ce niveau, la self-reliance signifie une relative mais réelle *autosuffisance* : que chaque peuple puisse produire le plus possible sa propre nourriture et réduire au minimum sa dépendance envers les autres pour ses besoins vitaux essentiels.

De cette manière, un peuple s'assure un *espace de liberté contre le besoin* : il passe le seuil au-delà duquel peut vraiment se développer son aventure humaine. Il s'assure *un espace de liberté contre l'ingérence des autres pays*. Seuls, des pays déjà riches et puissants – ainsi, l'Angleterre au siècle dernier – peuvent se permettre le luxe de dépendre des autres pour leur nourriture, sans hypothéquer irrémédiablement leur liberté et leur dignité. Certes, et c'est un des traits positifs de la vie internationale aujourd'hui, les cas extrêmes de pénurie alimentaire suscitent des mouvements de solidarité de grande ampleur. Mais la dépendance alimentaire habituelle constitue une charge très lourde pour les pays pauvres soucieux de rééquilibrer leur balance des échanges et les expose à la pression politique et idéologique de ceux qui les aident.

Un processus self-reliant exige qu'à l'intérieur de chaque peuple concerné, on prête une attention soutenue aux grandes masses rurales qui, dans le tiers-monde, et globalement, dans le monde tout court, constituent la majorité de la population : qu'on favorise leurs techniques, leurs cadres socio-culturels, leur niveau de vie, des formes à la fois traditionnelles et modernes de solidarité. Sinon, l'économie disloque le tissu social, conduit à des migrations

internes et externes inhumaines, ruineuses même économiquement. A l'encontre d'une opinion occidentale enfermée dans ses propres problèmes, Jean XXIII n'hésitait pas, dès 1961, à souligner, dans *Mater et magistra*, que, à l'échelle du monde, le problème social le plus urgent était celui du déséquilibre entre pays développés et pays en développement, et très particulièrement celui dont souffrent les masses rurales. D'où le chapitre important consacré à l'économie agricole (nos 122-149, Edition Action Populaire - SPES ; voir aussi *Gaudium et spes*, n° 71, par. 6).

La self-reliance ainsi comprise est un *élément de santé* pour l'économie mondiale entière : lorsque l'aide internationale est orientée vers l'élimination de la pauvreté absolue, lorsqu'elle se donne pour objectif prioritaire de permettre à tous les peuples d'accéder le plus vite possible au stade où l'autosuffisance alimentaire libère leurs énergies latentes, elle contribue à en faire des agents dynamiques de l'effort commun. Des pays pauvres qui s'engagent dans cette voie peuvent y trouver cohésion sociale, dynamisme et joie de vivre, là où la recherche tendue du plus grand taux de croissance d'un produit *national* abstrait impose des disciplines excessives et fait déjà apparaître de nouvelles classes de privilégiés. Du reste, les économies riches fondées sur le gaspillage assurent de moins en moins le vrai bonheur de leurs peuples. Paul VI disait, le 14 novembre 1975, aux participants de la Conférence de la FAO

Vous vous intéressez directement à la partie la plus nombreuse et trop souvent la plus méprisée de l'humanité : le monde rural, en particulier celui du tiers-monde. Ensuite, et ceci peut paraître paradoxal, la tâche économique élémentaire qui consiste à nourrir les hommes constitue un précieux régulateur pour la vie économique tout entière : elle met l'accent sur le scandale des gaspillages dont les consciences perçoivent mieux le caractère intolérable à l'heure où d'innombrables titres humains meurent de faim ; elle oriente les efforts vers les besoins vrais, là où trop souvent l'économie est stimulée et dévoyée par

des besoins factices (*Documentation catholique* n° 1687, 7 décembre 1975).

Autosuffisance *ne veut pas dire autarcie*. Déjà à ce niveau de l'économie alimentaire, la self-reliance implique ouverture, amorce de solidarités plus larges. Il y a vraiment des pays aujourd'hui dont la situation climatique et les sols ne permettent pas de penser à une autosuffisance alimentaire, surtout si on considère qu'en se basant sur les seules cultures du pays on s'expose à des phénomènes de carence très graves dans la composition du régime alimentaire. Il n'y aura généralement pas d'autosuffisance au niveau national, mais à un niveau régional : self-reliance collective. Les efforts pour réaliser une substantielle autosuffisance alimentaire sont particulièrement aptes à développer des liens de solidarité profonds et réalistes, technologiques et humains, entre pays pauvres appliqués à la même tâche. Enfin, même régionalement, l'autosuffisance alimentaire sera rarement totale et des solidarités régionales devront s'inscrire à leur tour dans des solidarités plus larges, notamment avec les pays dont l'agriculture offre des possibilités exceptionnelles.

3. *Economie autocentrée*

Rechercher prioritairement l'autosuffisance alimentaire ne signifie pas vouloir cantonner les économies des pays pauvres dans l'agriculture ou renvoyer à plus tard le développement d'une économie industrielle. Pour faire face aux besoins alimentaires et au développement rural, une *économie plus complexe*, de type industriel, est d'ailleurs une nécessité. *Populorum progressio* le souligne clairement (n°s 25 ss.).

Une telle économie plus complexe ne peut avoir – et n'a pas intérêt à rechercher – le même degré d'autosuffisance que l'économie agricole. Ici, le principe de self-reliance signifie *quelque chose de plus qualitatif* : que l'économie de chaque pays trouve, libère

et fortifie son *principe interne de cohérence, de régulation et de croissance* ; *économie de self-reliance signifie économie autocentrée.*

Tant qu'une économie n'a pas un tel principe interne de régulation, elle est *vulnérable* à l'extrême, exposée à des aléas externes qu'elle subit et sur lesquels elle n'a aucune prise. Elle peut bien connaître des phases et des secteurs de croissance, parfois même assez amples, mais qui finalement, la déséquilibrent toujours davantage, déséquilibrent le tissu socio-culturel du pays, préparant des crises redoutables. *Croissance cancérogène.*

Pour atteindre ce stade de self-reliance, plus qualitative, les *échanges* avec d'autres économies sont une nécessité impérative – ce qui montre à nouveau que la self-reliance est autre chose qu'une autarcie. Des échanges *diversifiés*, pour que l'économie d'un pays ne soit pas trop exclusivement fondée sur quelques produits, ou trop dépendante de quelques partenaires, voire d'un partenaire dominant ou d'un système économique unique. Mais, à travers de tels échanges, l'objectif doit être de diversifier les productions des pays pauvres, d'accroître leur part dans la transformation de leurs produits primaires, dans les transports, dans le commerce des produits transformés, dans l'acquisition de techniques modernes, dans l'accès aux réserves mondiales monétaires ...

Le principe interne de croissance ne se fortifiera que si une économie du tiers-monde bénéficie pour un temps de *protections* aux frontières, de soutiens à l'exportation, tout en entrant progressivement dans une *confrontation* exigeante avec les autres économies. Ne pas livrer l'économie à une concurrence aveugle – qui n'a rien de « naturel » – mais *construire des espaces économiques, construire des champs et des règles de concurrence qui donnent des chances réelles à tous*, compte tenu des phases de développement atteintes (voir PP, nos 58-61). Cela suppose notamment : une *self-reliance collective* entre pays pauvres ; une *force contractuelle* adéquate grâce au « parapluie » des instances de l'ONU et des *négociations multilatérales* ; de nouveaux types de solidarités et de *coalitions* avec diverses catégories

de populations des pays riches (entre pays producteurs pauvres et consommateurs des pays riches, par exemple).

4. Développement endogène

La *croissance économique*, tout en ayant un centre d'intégration spécifique – d'ordre économique – est, à son tour, intérieure à un *développement* plus général et dépend finalement d'un centre d'intégration plus décisif, d'ordre socio-culturel. On le perçoit un peu partout, même si on a du mal à se dégager d'une logique principalement économique. Sur ce point, *Populorum progressio* a grandement contribué à faire ressortir une notion de *développement* qui, certes, inclut la croissance économique et technologique, mais ne s'y réduit pas et trouve dans l'homme pris dans sa totalité, son dynamisme et ses orientations décisives. Jean XXIII avait largement ouvert la voie

Sans aucun doute, un progrès des sciences et des techniques et une économie prospère constituent un important apport à la civilisation. Il faut cependant rester persuadé que ces biens ne sont pas les plus élevés, mais des moyens seulement pour y atteindre. Par suite, ce Nous est un sujet de profonde tristesse de constater que, dans les pays développés, trop de personnes n'ont aucun souci de la juste hiérarchie des valeurs : elles négligent, oublient ou même nient les valeurs de l'esprit, tandis qu'elles poursuivent passionnément le progrès des sciences, des techniques et de l'économie et font du bien-être matériel le but suprême de leur existence. Dès lors, l'aide accordée par les pays développés à ceux qui le sont moins, est semée d'embûches pernicieuses ; car, fidèles aux vieilles traditions, ces derniers ont presque toujours conservé intact et gardent pour guide de leurs actions, le sens des valeurs morales essentielles. Aussi, ceux qui

cherchent à ébranler les saines conceptions de ces peuples font-ils œuvre néfaste. Il faut, au contraire, respecter leur sens des valeurs, le perfectionner et l'affiner, puisque c'est sur lui que repose une civilisation humaine authentique (*Mater et magistra*, Edition Action Populaire - SPES, n^{os} 175-177).

Avec cet élargissement de perspective et cet approfondissement, le caractère *qualitatif* de la self-reliance est de plus en plus accentué : celle-ci libère des énergies et des potentialités qui empêchent l'aplatissement unidimensionnel d'une civilisation. Ici, self-reliance signifie que le pays entend compter sur le *dynamisme humain qui lui vient normalement de l'ensemble de son héritage socio-culturel*. Développement endogène, basé sur une tradition, sur la liberté pour un pays de décider de son propre modèle économique et social, sur sa capacité de décider et d'orienter lui-même son avenir. La self-reliance est profondément liée à une analyse sérieuse des besoins, tant matériels que spirituels, d'un peuple et elle facilite en retour une telle analyse. Elle oriente vers la recherche de ces nouveaux « styles de vie » dont il est partout question et dont il est urgent de proposer les voies.

Cette dimension culturelle de la self-reliance est le meilleur *antidote contre le risque d'homogénéisation* et de massification de l'humanité actuelle. Elle signifie *pluralisme, diversité* de modèles de développement, développement des personnalités diverses des peuples.

A mesure qu'on souligne ainsi davantage l'aspect qualitatif de la self-reliance, les *échanges* entre les peuples mieux assurés de leur personnalité deviennent plus nécessaires et plus aisés. De tels échanges peuvent alors être « digérés », féconder l'héritage propre, développer la personnalité propre dans l'ouverture aux autres. Tout le problème ici de la rencontre des cultures, de la libre circulation des idées (*Accords d'Helsinki*, en 1975). Tout le problème aussi de l'assimilation en profondeur des techniques importées – c'est autre chose qu'un simple transfert de techniques – qui viennent féconder la créativité propre au lieu de l'étouffer. Ce qui de-

mande une politique consciente, la création de centres de recherche scientifiques et techniques nationaux ou régionaux.

L'entrée dans une confrontation culturelle plus universelle laisse toute sa place au développement d'une *solidarité plus immédiate entre pays pauvres. Self-reliance collective des pays du tiers-monde*. Sur le modèle de la solidarité qui a permis aux salariés des pays industriels d'acquérir, quantitativement et qualitativement, un poids spécifique plus important pour peser sur l'évolution économique, sociale et culturelle de ces pays.

5. Indépendance politique

C'est finalement l'indépendance politique qui constitue à la fois la *condition* historique décisive et l'*expression* la plus développée de la self-reliance d'un peuple.

Elle l'a été largement pour les *pays industrialisés*. Les pays en développement se reportent spontanément à la notion de souveraineté nationale, non par un simple réflexe d'imitation, mais pour des raisons plus fondamentales et plus durables. La souveraineté nationale leur apparaît à la fois comme *le point de départ* de leur aventure propre – la décolonisation politique comme préalable – et comme un *objectif* à construire. D'abord « formelle » – ce qui est déjà quelque chose de précieux – la souveraineté nationale doit acquérir progressivement son plein contenu, précisément par les diverses étapes d'un développement self-reliant qu'on vient de parcourir en montrant leur enchaînement.

(Chaque communauté politique) a donc droit à l'existence, au développement, à la possession des moyens nécessaires pour le réaliser, à ta responsabilité première de leur mise en œuvre. Chacune revendiquera légitimement son droit à la considération et aux égards (*Pacem in terris*, n° 86).

Mais, soulignons-le avec insistance, l'aide apportée à ces peuples ne peut s'accompagner d'aucun empiètement sur leur indépendance. Ils doivent d'ailleurs se sentir les principaux artisans et les premiers responsables de leur progrès économique et social (*Pacem in terris*, n° 123 ; voir aussi nos 43, 92, 120, 125 et 138).

La souveraineté affirme et protège la personnalité d'un peuple face aux autres peuples et dans l'ensemble de la *famille humaine*. Des peuples plus sereinement conscients de leur personnalité propre et qui se sentent loyalement reconnus par les autres deviennent plus aptes à s'engager dans des solidarités plus larges et plus profondes, dans un certain dépassement – qui n'est pas reniement – de leur souveraineté. Ici encore, self-reliance implique, loin d'exclure, *ouverture* aux autres. Elle n'est ni repliement sur soi, ni isolationnisme, ni autarcie, mais rencontre entre peuples égaux.

Une telle ouverture, cependant, n'est pas automatique, si nécessaire que la rende l'interdépendance universelle dans le même « vaisseau spatial-terre ». Elle n'a de chances de se réaliser que si les ouvertures évoquées aux diverses étapes du développement self-reliant sont effectivement réalisées. Sans quoi, la globalisation de la self-reliance dans la souveraineté nationale ne sera qu'une globalisation redoutable de toutes les formes de repliement sur soi et une dangereuse accumulation d'égoïsmes et d'agressivités. Le risque n'est pas mince aujourd'hui de voir l'authentique sens national se durcir en idéologie nationaliste, et l'indépendance nationale en exaltation de l'Etat. L'histoire de l'Etat-nation est grevée d'ambiguïtés redoutables auxquelles n'échappe pas l'exaltation actuelle de la souveraineté nationale : un concept de souveraineté illimitée; un effacement, dans une unité d'uniformité, des légitimes particularismes régionaux. Les vieilles nations trouvent là des sources toujours renaissantes de tensions et de troubles. Si la sagesse politique justifie l'extrême sensibilité des pays nouveaux devant toute remise en cause par la force de frontières largement ar-

tificielles, elle devrait aussi inspirer progressivement des révisions pacifiques là où des ethnies sont déchirées et où les intégrations risquent d'être trop difficiles, trop longues, voire de camoufler de nouvelles oppressions par des groupes dominants. Pour faire face à ces écueils, il est nécessaire que *l'horizon de la solidarité* vers lequel avance une self-reliance bien comprise vienne lui-même à la rencontre des efforts en cours et constitue une *force active*, spécifique, d'attraction et de cohésion pour ces efforts. S'il n'y a de vraie solidarité humaine que construite par des peuples libres et responsables (self-reliant), l'authentique personnalité des peuples, en retour, ne peut se développer que si la solidarité mondiale n'est pas renvoyée à demain, si elle agit dès maintenant sur les esprits et suscite les structures communes qui l'expriment.

Il sera donc utile de refaire maintenant, sous l'éclairage et dans la mouvance de la solidarité, l'itinéraire qu'on vient de parcourir sous l'éclairage et dans la mouvance de la *self-reliante*. Cela nous sera d'autant plus aisé que nous aurons préalablement mis en évidence, là où il s'exprime avec le plus de force – dans les communautés humaines élémentaires – le lien interne qui relie *self-reliante* et solidarité.

III. SELF-RELLIANCE ET PARTICIPATION AU NIVEAU LOCAL

Le mouvement de pensée qui traite de la *self-reliante* dans la vie *internationale* renvoie de manière significative et insistante aux conditions *internes* de la vie des peuples si la *self-reliante* suit son chemin à travers des sociétés de plus en plus larges et complexes, c'est au niveau des communautés humaines élémentaires qu'elle commence sans cesse son aventure et trouve son souffle et son orientation. C'est à ce niveau aussi qu'apparaît le mieux son caractère éminemment social, son caractère participatif, son lien interne à la solidarité entre les hommes. Le projet RIO (*Reshaping the International Order*) le note en termes excellents :

C'est toutefois au niveau local qu'un développement self-reliant acquiert sa pleine signification, lorsque des communautés locales sont pleinement capables de la pratiquer. La participation au niveau local est une condition préalable pour faire surgir des citoyens actifs et conscients, ce qui est à son tour une condition préalable pour que naissent d'actifs citoyens du monde. Ce sont les occasions d'exercer pouvoir et influence au niveau local qui suscitent un intérêt réel pour les affaires internationales. *Self-reliante* au niveau local implique décentralisation – politique, économique et administrative – et, finalement, développement de petites communautés capables de se déterminer et de se conduire elles-mêmes (p. 68).

Le débat international rouvre, sous un éclairage neuf, tous les débats sociaux-politiques internes des peuples, un domaine où l'Église a accumulé une expérience féconde qu'il importe d'actua-

liser. D'autant plus que, derrière les généreuses affirmations de principe, bien des pays, anciens ou nouveaux, sont loin de s'attaquer sérieusement aux exigences de la *self-reliante* dans leur propre vie interne.

1. La participation dans la vie économique

Les pays qui aspirent à la maîtrise de leur espace national et de ses richesses, à une autosuffisance en matière alimentaire et pour les besoins vitaux essentiels, à une économie autocentrée auront une autorité morale d'autant plus forte pour faire appel à la solidarité mondiale qu'ils se montrent capables *de faire participer tous leurs citoyens* à ces bienfaits. Surtout, ils ne se contentent pas alors de faire reculer les contraintes externes qui pèsent sur leur croissance : ils libèrent les énergies internes dont celle-ci reçoit ses impulsions décisives.

Cela suppose une active politique de redistribution des revenus : participation *quantitative*. L'Église n'a pas ici, pas plus qu'ailleurs, une solution universelle toute faite à proposer. Mais sa doctrine bien comprise et proposée avec courage peut contribuer puissamment à défaire des préjugés qui bloquent la recherche des nécessaires innovations et ouvrir des voies originales.

Ainsi, son enseignement sur *les biens matériels* : il vise à assurer à tous une réelle participation à la richesse nationale, à travers les voies complémentaires de l'appropriation privée (individuelle et sociale) et de la gestion publique de certains éléments du patrimoine commun, sous le principe supérieur de la destination universelle des biens. Nous avons rappelé cet enseignement dans notre brochure sur ***La destination universelle des biens***. On se reportera avec fruit aux sources plus récentes où le magistère social de l'Église formule cette doctrine en termes modernes (*Populo-*

rum progressio, n^{os} 23-24 ; *Gaudium et spes*, n^{os} 69-71 ; *Mater et magistra*, partie 2, chap. 5 : La propriété).

De même, l'enseignement sur *la juste rémunération du travail* : d'étape en étape, depuis *Rerum novarum*, le Magistère a actualisé cette notion très ancienne, non pour déterminer lui-même – ce n'est pas sa compétence – le montant qui revient à chacun, mais pour réintroduire, à l'encontre de la pensée libérale attentive au seul rendement, les composantes qui doivent être prises en considération si on veut réaliser la justice en ce domaine complexe : possibilité de vivre *humainement* du fruit de son travail, de faire face aux responsabilités *familiales*, de s'assurer contre les *risques* de l'existence, présents et futurs, d'avoir part aux *investissements productifs* par lesquels une génération exerce ses responsabilités envers les générations futures, de voir récompenser *l'effort personnel* ... L'Eglise n'a pas hésité à encourager, parfois très concrètement, la recherche de voies neuves que la complexité croissante des économies rendaient nécessaires pour atteindre efficacement ces buts : allocations familiales (c'est un apport spécifiquement chrétien), mutuelles et systèmes plus complexes de sécurité sociale (voir par exemple GS n^o 69, par. 2), intéressement aux investissements productifs (voir *Mater et magistra*, préconisant une créance des travailleurs sur l'autofinancement, partie 2, chap. 3 : la rémunération du travail)... Tout cela demeurant intérieur à l'idée que la rémunération du travail, quelles que soient les modalités retenues pour l'organiser, devrait s'analyser comme une *participation réelle aux fruits de l'effort commun*, au niveau de l'entreprise et de l'économie nationale entière. Enfin, pour avoir une vraie chance de déterminer concrètement le montant de la rémunération juste, insistance sur la possibilité, pour les diverses catégories intéressées, de pouvoir, par des contrats vraiment libres, en discuter les termes et les évolutions. Ici encore, il y a grand intérêt à revenir aux sources dans lesquelles le Magistère propose sa doctrine : les plus récentes d'abord (on vient de les signaler), parce que plus

proches de l'actualité, mais aussi les plus anciennes, pour saisir le dynamisme vivant de cette doctrine (ainsi : *Rerum novarum*, n° 34 ; *Quadragesimo anno*, n°s 70-82).

Conditionnant cette participation *quantitative*, l'insistance est tout autant sur la participation *qualitative* la possibilité réelle, compte tenu des conditions modernes de l'économie et du niveau culturel général, de prendre activement part à l'organisation du travail et de la vie économique à tous les niveaux. Les citations sont ici inutiles, tellement cette préoccupation est centrale dans tous les documents et les pénètre de part en part. Il suffit de renvoyer à *Gaudium et spes* (n°s 65, 67, 68, *passim*) et *Mater et magistra* (partie 2, chap. 4 : l'entreprise).

En assimilant ce patrimoine doctrinal, les chrétiens auront l'esprit libre pour contribuer, dans la diversité des situations où ils se trouvent, aux initiatives novatrices qui permettront, depuis les cellules économiques les plus élémentaires, de développer un esprit et des structures de participation et de self-reliance qui pénétreront et orienteront l'économie entière.

2. *Le tissu des corps intermédiaires*

Ce n'est pas l'économie seulement, c'est toute la vie sociale, culturelle, politique qui, pour être au service de l'homme, doit être sous le contrôle actif et solidaire des hommes. Une des tares les plus profondes du libéralisme des origines a été de méconnaître la vie associative et son caractère profondément humain, de disloquer ce qui existait et d'interdire puis de freiner la naissance de formes nouvelles adaptées aux besoins du temps. *Rerum novarum* l'a vigoureusement attaqué sur ce point et, en défendant les associations professionnelles, a mis en évidence des raisons fondamentales qui valent pour toutes sortes d'associations. Même si le

langage « date », la pensée qui s'y exprime a une force exceptionnelle

Le droit à l'existence leur (aux sociétés privées) a été octroyé par la nature elle-même, et la société civile a été instituée pour protéger le droit naturel, non pour l'anéantir..." (*Rerum novarum*, n° 38, par. 1)

Que l'État protège ces sociétés fondées selon le droit : que toutefois, il ne s'immisce point dans leur gouvernement intérieur, et ne touche point aux ressorts intimes qui leur donnent la vie ; car le mouvement vital procède essentiellement d'un principe intérieur, et s'éteint très facilement sous l'action d'une cause externe (*Rerum novarum*, n° 41, fin).

Sur ce point précis, le libéralisme moderne a évolué et tantôt sous la contrainte, tantôt par conviction, il a généralement pris acte de la socialisation (au sens d'une multiplication en extension et en profondeur des liens sociaux) et reconnu de larges libertés associatives. Beaucoup plus que les régimes communistes où l'emprise du parti et de l'État empêche toute association libre, qu'elle soit syndicale, politique, culturelle ou religieuse. Mais partout dans un monde marqué par une poussée urbaine non dominée, les pressions centralisatrices – d'origine technologique, administrative, politique et économique – tendent à limiter les pouvoirs réels des libres associations et, plus grave, à décourager toute initiative pour en créer. Une certaine politisation excessive conduit à ce même découragement : la perception, juste, que toute action sociale a une dimension politique, a souvent conduit à la conclusion, erronée, que tout se résorbe dans la politique, que tout reçoit d'elle seule son efficacité, ses « titres de noblesse » et son orientation.

Un puissant mouvement est cependant perceptible pour réagir contre cette évolution et refaire des communautés humaines. Paul

VI, à partir de l'observation des faits et dans la continuité de la doctrine catholique permanente sur l'importance des corps intermédiaires, l'encourage sans réticence dans *Octogesima adveniens*:

Il est urgent de reconstituer à l'échelle de la rue, du quartier ou du grand ensemble, le tissu social où l'homme puisse épauler les besoins de sa personnalité. Des centres d'intérêt et de culture sont à créer ou à développer au niveau des communautés et des paroisses dans ces diverses formes d'associations, ces cercles de loisirs, ces lieux de rassemblement, ces rencontres spirituelles communautaires où chacun, échappant à l'isolement, recréera des rapports fraternels (n° 11, par. 2).

3. Le principe de subsidiarité

En tout cela, la pensée de l'Église revient toujours au « principe de subsidiarité », tel qu'il a été formulé dans *Quadragesimo anno* et repris dans *Mater et magistra*

Cette intervention de l'État pour encourager, stimuler, coordonner, suppléer et intégrer, s'appuie sur le principe de subsidiarité formulé par Pie XI dans l'encyclique *Quadragesimo anno*

Il n'en reste pas moins indiscutable qu'on ne saurait ni changer ni ébranler ce principe si grave de philosophie sociale : de même qu'on ne peut enlever aux particuliers, pour les transférer à la communauté, les attributions dont ils sont capables de s'acquitter de leur seule initiative et par leurs propres moyens, ainsi ce serait commettre une injustice, en même temps que troubler d'une manière trop dommageable l'ordre social, que de retirer aux groupements d'ordre inférieur, pour les confier à une collectivité plus vaste et d'un rang plus élevé, les fonctions qu'ils sont en mesure de remplir eux-mêmes. L'objet naturel de toute intervention en matière sociale est d'aider les membres du

corps social, et non pas de les détruire et de les absorber (*Mater et magistra*, partie 2, chap. 1 : Initiative privée et intervention de l'État).

Il s'agit là d'un *principe directeur*, pratique, qui ne préjuge pas des solutions concrètes adaptées à chaque situation et dont les contours doivent être dessinés à partir d'une analyse sérieuse des situations et à partir de l'expérience.

L'idée centrale : tout repose sur le dynamisme qui vient des *personnes* et des groupements de plus en plus larges et complexes dans lesquels elles sont insérées ; la construction sociale toute entière reçoit inlassablement son impulsion des hommes et non pas d'abord des structures.

Le principe de subsidiarité implique *qu'on résiste à la tendance spontanée de tout centraliser* et de tout programmer autoritairement par en-haut. Les communautés intermédiaires ont, à des titres divers, des responsabilités propres qui ne doivent pas s'analyser comme une « concession » du pouvoir politique : celui-ci doit les reconnaître, les aider, non s'y substituer.

Il ne faut pas cependant se représenter ce mouvement qui va des personnes à des formes d'organisations sociales de plus en plus vastes comme si, au départ, on avait des personnes pleinement constituées dans leur personnalité. Celles-ci ne construiraient des sociétés de plus en plus élaborées – finalement politiques – que pour obtenir des avantages que l'individu ou le groupe de rang inférieur ne peuvent obtenir par eux-mêmes, mais qui seraient assez extérieurs au développement des personnes. En réalité, dès le départ, la personne est *sociale*, impliquée en fait dans une culture et dans une organisation sociale élaborée. D'une certaine manière, à voir les choses dans leur *déroulement temporel*, la société et sa culture sont premières par rapport à l'individu qui y naît la personne ne s'affirme que progressivement, grâce à ce milieu-porteur.

La priorité que le principe de subsidiarité reconnaît à la personne et aux groupements qu'elle constitue, est d'un autre ordre, *qualitatif*. Il dit que toute la construction sociale et son évolution doivent être orientées à servir le dynamisme des personnes – elles reçoivent d'ailleurs leur vie des personnes qui les animent.

Le mot *subsidiarité* est trompeur. On le comprend parfois au sens de « secondaire » : la construction sociale de plus en plus complexe ne serait pas essentielle et, à la limite, on pourrait s'en passer, du moins sous ses formes plus globales, politiques. Pour bien comprendre le mot, il faut prendre sa racine latine : *subsidium*, aide. Il signifie alors que la société plus complexe, notamment politique, doit viser à *aider* – c'est le mot employé par le pape à la fin du texte cité plus haut – les sociétés plus élémentaires et les personnes ; ne pas se substituer à elles ; les aider dans leur dynamisme de liberté, viser à faciliter ce dynamisme de liberté, à créer les conditions générales qui favorisent ce dynamisme dans la solidarité. Aider, en somme, les personnes et les groupes intermédiaires à libérer leur propre centre de cohésion et de vie.

Si bien que *le rôle de la société plus englobante, politique*, n'est nullement secondaire. Il est *nécessaire et essentiel*. On le qualifie d'ailleurs par une série de verbes très actifs : « encourager, stimuler, coordonner, suppléer et intégrer », parmi lesquels le verbe « suppléer » (remplacer en cas de défaillance) n'est pas le plus important.

Le principe de subsidiarité, central dans la doctrine de l'Église, dit en définitive que toute construction sociale se fait pour l'homme et à partir de l'homme

La solidarité universelle vivante se construit de proche en proche à partir des solidarités plus immédiates où les hommes et les peuples développent leur personnalité selon leur créativité propre, dans l'environnement dont ils ont plus particulièrement la responsabilité, dans le mouvement d'une histoire qui leur permet de recueillir l'héritage culturel des générations passées et de l'investir dans des constructions neuves ... Mais il im-

porte d'ouvrir inlassablement les groupes particuliers sur l'horizon *de solidarités plus larges...* (discours de Paul VI aux participants de la Conférence de la FAO, le 14 novembre 1975 ; *Documentation catholique* n° 1687, 7 décembre 1975).

IV. L'HORIZON DE LA SOLIDARITÉ

1. Self-reliance et solidarité : une tension féconde

On l'a signalé au départ, le processus de la self-reliance ne peut se développer que dans le milieu porteur de la solidarité. Il s'alimente à la solidarité et y conduit. L'insistance première sur la self-reliance se justifie fondamentalement par le fait que l'homme est « le principe, le sujet et la fin de toutes les institutions » (*Gaudium et spes*, n° 25, par. 2) dans lesquelles il construit son destin solidaire avec les autres hommes. Il y a cependant actuellement une tendance, en soulignant trop exclusivement le thème de la self-reliance, à supposer trop facilement que la conscience de la solidarité est déjà suffisamment développée par le simple fait que nous sommes tous embarqués dans le même « vaisseau spatial-terre » ; une tendance aussi à remettre au long terme, après une phase de « rattrapage » placée tout entière sous le signe de la souveraineté nationale, l'insistance sur les concepts liés à la solidarité universelle (telle la notion de patrimoine commun de l'humanité) et sur la mise en place des structures qui les expriment ; une tendance, enfin, à attendre que la self-reliance se dépasse comme d'elle-même, par le seul fait du temps, en solidarité plus universelle et plus organique.

En réalité, cependant, sans perdre le bénéfice de l'élément moteur principal que constitue la self-reliance, il est nécessaire de doubler cette approche par une approche complémentaire qui part plus explicitement de la notion de solidarité universelle et des conséquences structurelles qu'elle implique.

Il y a une tension féconde à maintenir entre la self-reliance et la solidarité, pour faire apparaître combien elles sont orientées de l'intérieur l'une vers l'autre. La conception chrétienne de l'homme comme *personne*, à la fois *individualité* irréductible et *ouverture* sur les autres, aide à porter cette tension. En décrivant la vocation humaine dans sa première partie, *Gaudium et spes* la caractérise par la « dignité de la personne humaine » (chap. 1) et par la « communauté humaine » (chap. 2), l'activité humaine dans l'univers étant dès lors indissociablement individuelle et sociale (chap. 3).

Un des drames de l'histoire contemporaine, c'est que le *courant libéral* avait bien perçu, à l'encontre d'une société d'ancien régime dont les structures très « intégrées » n'ont pas su faire leur place aux requêtes légitimes et croissantes de l'individu, à son dynamisme. Mais il attendait d'une exaltation unilatérale de l'individu et de sa liberté, la réalisation d'une humanité fraternelle comme une sorte de conséquence obligée. Il a, en réalité, isolé l'homme devant l'État, en défaisant tout le tissu des corps intermédiaires sans permettre à des corps plus modernes de prendre le relais. Il l'a isolé devant les plus forts, en économie surtout, à un moment où celle-ci, avec la première révolution technologique, soumettait la société à une déstabilisation redoutable. On sait le résultat : l'écrasement, trop souvent, du plus faible par le plus fort. *Le courant socialiste*, à son tour, réagissant à cet état de choses, a mis l'accent sur la *solidarité*. Mais, lui aussi, de manière unilatérale, souvent collectiviste, attendant que la liberté, cette fois, émerge comme automatiquement de la collectivisation. On sait aussi le résultat.

En réalité, si on laisse de côté, au départ, un des éléments constitutifs de la personne, indissociablement individu et ouverture aux autres, il n'est pas « donné de surcroît », il ne se réintroduit qu'à travers bien des souffrances et des révoltes. Selon le cas et la situation, il est légitime de mettre l'accent sur l'un ou l'autre des aspects, mais sans jamais mettre entre parenthèses, fût-ce provisoirement, l'élément complémentaire. Il ne s'agit donc pas d'une

sorte de compromis statique entre deux courants, d'une « troisième voie » qui éliminerait, avec les tensions, la vie même. Il s'agit d'un dépassement dynamique de l'un comme de l'autre, dans leur partialité, afin d'inventer des modèles qui ne donnent congé ni à la liberté des individus, ni à leur développement solidaire.

On le perçoit mieux aujourd'hui, dans les grands débats en cours. Mais une certaine raideur dans l'affirmation de la souveraineté *nationale* risque de décevoir l'aspiration à un nouvel ordre *mondial*. A tous les niveaux où elle s'affirme, la self-reliance doit être rendue plus attentive aux exigences actuelles de la solidarité pour tous, à l'enrichissement réciproque qui résulte des échanges de tous ordres.

2. *La solidarité aussi est un dynamisme régulateur*

Nous avons reconnu le bien-fondé de la requête, par chaque pays, d'une *maîtrise de l'espace national et de ses richesses*. Notre brochure ***La destination universelle des biens*** a montré que l'appropriation particulière ne constitue pour personne, individu ou peuple, « un droit inconditionnel et absolu » (*Populorum progressio*, n° 23) elle est, précisément, sous le signe de la « destination universelle des biens ». Un principe qui pénètre et rend à sa destination sociale tout usage des biens possédés en particulier. Un principe qui appelle, en outre, à tous les niveaux, le maintien ou la constitution de biens qui, gérés comme « patrimoine commun », échappent à la logique de l'appropriation, expriment et éduquent activement le sens de la solidarité, notamment entre les peuples. Un principe dynamique et régulateur.

L'autosuffisance en matière alimentaire et pour les besoins vitaux essentiels est une nécessité particulièrement urgente. Ici, l'apport direct du sens de la solidarité inspirera surtout une self-reliance collective entre pays pauvres voisins qui doivent conjuguer leurs efforts

pour atteindre ensemble le but visé. Et il orientera l'aide des pays riches vers la préoccupation première d'éliminer activement la pauvreté absolue.

Légitime est assurément le souci de développer des économies nationales qui aient en elles-mêmes leur centre d'intégration, des *économies autocentrées*. Mais, nous l'avons vu, plus nous rencontrons cet aspect « qualitatif » de la self-reliance, plus l'échange actif et diversifié est la condition même du but qu'on veut atteindre. Or, dans la crise présente, le danger est grand de revenir à un protectionnisme à courte vue, de se dérober à toute innovation qui traduirait dans des structures originales et des disciplines exigeantes la dépendance mutuelle des économies. Seule une prise de conscience plus approfondie de l'universelle solidarité peut ici libérer des énergies créatrices pour risquer des voies neuves, dans la ligne notamment de fonds mondiaux (*Populorum progressio*, n° 51).

Quand il s'agit, par-delà la seule croissance économique, du *développement socio-culturel global de chaque peuple*, il est plus urgent encore, à mesure même que chacun approfondit sa propre tradition, d'aider cet effort par la redécouverte des valeurs humaines communes. Dans son fond, l'insistance de l'Eglise sur *une « nature » humaine* défend d'abord l'idée simple qu'il y a dans l'homme une réalité commune et permanente qui demeure et grandit à travers la riche diversité des cultures et des époques. Les chrétiens manqueraient gravement à leur responsabilité historique présente en laissant à l'abandon ce patrimoine doctrinal. Il leur faut l'exprimer sous des formes renouvelées, accessibles aux hommes de notre temps.

Jean XXIII, dans *Pacem in terris*, se réjouissait de l'accession des peuples colonisés à l'indépendance politique (n° 43) et il décrivait concrètement leur égale souveraineté comme « droit à l'existence, au développement, à la possession des moyens nécessaires pour le réaliser, à la responsabilité première de leur mise en œuvre » (n° 86), à l'abri de tout « empiètement sur leur indépendance »

(n° 123). Mais il ne renvoyait pas à demain la nécessaire construction organique d'une communauté humaine mondiale, dotée d'une autorité appropriée (nos 132 ss.). Une construction dont il répète qu'elle doit reposer sur un accord libre des peuples égaux en dignité (n° 138), mais dont il montre aussi qu'elle est appelée par une réalité morale supérieure qui s'impose aux nations, à savoir : l'unité de la famille humaine à laquelle la socialisation actuelle (non au sens passif d'un état de fait, mais au sens actif d'une multiplication et d'une intensification des relations entre les hommes et les peuples) impose de donner des formes organiques appropriées. Pie XII le soulignait déjà

le fait manifeste que les rapports entre les individus appartenant à divers peuples et entre les peuples eux-mêmes croissent en extension et en profondeur, rendent chaque jour plus urgent le règlement des relations internationales privées et publiques, d'autant plus que ce rapprochement est déterminé non seulement par les possibilités techniques incomparablement augmentées et par le libre choix, mais encore par l'action pénétrante d'une loi immanente de développement. On doit donc non le réprimer, mais plutôt le favoriser et l'encourager ... Le progrès technique Lui-même a peut-être réveillé la foi, latente dans l'esprit et dans le cœur des individus, en une communauté supérieure des hommes voulue par le Créateur et ayant sa racine dans l'unité de Leur origine, de leur nature et de leur fin... Le chemin qui mène à la communauté des peuples et à sa constitution n'a pas comme norme unique et ultime la volonté des Etats, mais plutôt la nature ou bien le Créateur... (discours à l'Union des Juristes catholiques italiens, le 6 décembre 1953, *Documentation catholique* n° 1163 du 27 décembre 1953).

Et au congrès de Pax Romana

Si le chrétien voit s'ébaucher, sous La pression des événements, une communauté internationale de plus en plus étroite,

il sait que cette unification voulue par Le Créateur, doit aboutir à l'union des esprits et des cœurs, dans une même foi et un même amour. Non seulement il peut, mais il doit travailler à l'avènement de cette communauté encore en formation ... (25 avril 1957, *Documentation catholique* n° 1252 du 26 mai 1957).

Paul VI notait dans son discours du 14 novembre 1975 à la FAO, déjà cité plus haut

... il importe d'ouvrir inlassablement les groupes particuliers sur l'horizon de solidarités plus vastes ... (Un tel) mouvement se dote d'énergies nouvelles pour se développer lorsque la solidarité universelle réussit à prendre corps dans des institutions communes, avec des orientations communes (*Documentation catholique* n° 1687 du 7 décembre 1975).

On voit bien dans ces textes comment le mouvement de la self-reliance, loin de se suffire, appelle le mouvement en retour de la solidarité et reçoit de lui de nouvelles énergies. La solidarité active et organique permet de dépasser la polarisation entre « l'identité culturelle » et l'interdépendance croissante des peuples. C'est elle aussi qui permet à tous les pays d'intervenir réellement dans les décisions majeures concernant le développement de l'humanité, une requête centrale des pays du tiers-monde quand ils parlent de self-reliance.

Il ne faut pas, du reste, concevoir cette solidarité organique sous la forme rigide d'une sorte de gouvernement mondial qui ne ferait qu'étendre à l'humanité entière des structures copiées des états nationaux. Construites sur la notion de self-reliance, les solidarités organiques recherchées seront diverses, tantôt plus institutionnalisées, tantôt plus souples. L'Institut international d'études sociales du BIT, à partir de l'expérience du BIT qui fait coopérer de manière tripartite des Etats, des organisations patronales et syndicales de travailleurs, cherche à approfondir la notion de « contrats de solidarité » qui peut renouveler la réflexion sur la

souveraineté politique. De même, les recherches du projet RIO sur le thème des souverainetés « fonctionnelles » (voir notre brochure *La destination universelle des biens*).

3. Solidarité et charité

De soi, la notion de solidarité est *ouverte*. Sans nier les solidarités particulières, elle invite à les intégrer dans une solidarité toujours plus large, universelle. Dans le climat culturel ambiant, cependant, le mot s'est durci en solidarités particulières, souvent exclusives et agressives. Il faut un effort explicite pour lui rendre sa véritable portée.

Pour contribuer à surmonter ce blocage, largement dû au climat de sécularisation, il est urgent que les chrétiens réintroduisent dans le débat le concept et la réalité irremplaçables de l'amour, de la charité, avec leur résonance profondément humaine et leur dimension d'abord théologique. Paul VI aime revenir, depuis notamment l'Année Sainte, sur la notion de « civilisation de l'amour ».

L'unité des hommes, créés à l'image du Dieu qui est Amour, a sa source en Dieu (voir *Gaudium et spes*, n° 24). Son lien est l'amour fraternel, qui ne connaît de limites ni en extension – il englobe tous les hommes – ni en intensité *comme Jésus nous a aimés*. Commandement suprême qui résume tous les autres. Toutes les autres valeurs humaines sont jugées par cette charité, et non l'inverse. C'est de l'amour qu'elles reçoivent leur plénitude. Ainsi, la justice. La question ultime sera toujours pour un chrétien : est-ce que les efforts pour une plus grande justice « mouillent » à l'amour, se laissent pénétrer par lui et acquièrent ainsi leur véritable dimension (sans perdre leur consistance propre) ? Ou, au contraire, l'amour évangélique coule-t-il sur eux comme sur un corps imperméable ? Durcis qu'ils sont dans une logique d'égoïsme ou de haine ?

De même que le fondement ultime de la self-reliance, de la vocation de l'homme à assumer la pleine responsabilité de son développement (voir *Populorum progressio*, n^{os} 15 et 16), se trouve dans sa dignité de fils de Dieu, de même la solidarité s'enracine et se nourrit en définitive dans l'amour divin que l'Esprit de Dieu lui-même répand dans les cœurs. Les chrétiens ont pour mission de les relier l'une et l'autre à leur source divine qui leur donne, avec les motivations suprêmes, leur élan, leur rectitude et leur interaction féconde, sans pour autant leur faire perdre, aux divers niveaux où elles cherchent à se construire, leur consistance humaine, leurs motivations spécifiques et leurs voies propres.